

Op de voordracht van de Minister-President;
Na beraadslaging,
Besluit :

Artikel 1. De personeelsformatie van het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor Evaluatie, Prospectie en Statistiek); wordt vastgesteld als volgt;

	Administrateur generaal	1
Wetenschappelijke directie "Onderzoek en evaluatie"	Wetenschappelijk directeur	1
Wetenschappelijke directie "Anticipatie"	Wetenschappelijk directeur	1
Wetenschappelijke directie "Gegevens en Indicatoren"	Wetenschappelijk directeur	1
Directie "Algemene diensten"	Directeur	1
	Niveau A :	49
	wetenschappelijk attaché	
	attaché	
	Niveau B	7
	Niveau C	6
	Niveau D	2
	Totaal :	69

Art. 2. De volgende besluiten worden opgeheven :

- het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2007 tot vaststelling van de personeelsformatie van het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique" (Waals Instituut voor evaluatie, prospectie en statistiek);
- het besluit van de Waalse Regering van 30 april 2009 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 mei 2007 tot vaststelling van de personeelsformatie van het "Institut wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique".

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 4. De Minister-President is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200904]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution de l'article 55^{quater} du Code des droits de succession

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code des droits de succession, l'article 55^{quater}, § 3, alinéa 4, inséré par le décret du 10 juillet 2013;

Vu l'avis technique donné le 29 novembre 2013, en application des dispositions du Titre II, Chapitre II, de l'accord de coopération du 7 décembre 2001 intervenu entre l'Etat fédéral et les Régions relatif à l'échange d'informations dans le cadre de l'exercice de leurs compétences fiscales et aux procédures de concertations concernant l'applicabilité technique des modifications aux impôts régionaux projetées par les Régions et l'applicabilité technique de l'instauration par les Régions de réductions ou d'augmentations générales de l'impôt des personnes physiques dû, par les services administratifs compétents du Ministre fédéral des Finances;

Vu l'avis 54.252/2 du Conseil d'Etat, donné le 30 octobre 2013, en application de l'article 84, § 1^{er}, 1^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o Ministre : le Ministre qui a les Finances dans ses attributions;

2^o Administration : la Direction générale opérationnelle Fiscalité du Service public de Wallonie;

3^o héritiers : les héritiers visés à l'article 55^{quater}, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du Code des droits de succession;

4^o intermédiaire : le mandataire désigné par les héritiers auquel toute signification et communication peut être faite valablement par l'Administration;

5^o jours ouvrables : tous les jours à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés légaux, l'article 53 du Code judiciaire étant applicable pour l'échéance du délai.

6^o Code : le Code des droits de succession.

CHAPITRE II. — Demande d'attestation - Procédure

Art. 2. Le directeur général de l'Administration ou les fonctionnaires délégués par lui, sont habilités à :

- a) recevoir des héritiers, la demande de délivrance de l'attestation prévue par l'article 55^{quater}, § 2, du Code;
- b) délivrer l'attestation visée par l'article 4.

Art. 3. § 1^{er}. La demande de délivrance de l'attestation doit être accompagnée des documents suivants :

1° un document émanant de l'administration communale ou de l'autorité étrangère analogue du lieu où a été perpétré l'acte exceptionnel de violence, établissant les circonstances de cet acte ainsi que le lien de ce dernier avec le décès du défunt;

2° un certificat d'hérédité délivré par un notaire ou par le receveur des droits de succession compétent.

Si l'héritier ou son mandataire est, en raison des circonstances particulières de l'acte exceptionnel de violence, dans l'impossibilité de fournir le document visé à l'alinéa 1^{er}, 1°, il peut, en accord avec l'Administration, apporter, par toute autre pièce officielle, la preuve exigée à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. La demande de délivrance de l'attestation est datée et signée par les héritiers ou leur intermédiaire.

Art. 4. § 1^{er}. Lorsque les conditions de l'exemption prévues à l'article 55^{quater} du Code sont réunies, l'Administration délivre l'attestation dans un délai maximum de soixante jours ouvrables calculé à dater de la réception de la demande visée à l'article 3.

§ 2. Le délai visé au § 1^{er} prend cours uniquement à partir de la date de réception par l'Administration des données, des documents faisant défaut ou des documents respectant les conditions de forme exigées, lorsque la demande, soit :

1° ne comporte pas toutes les données visées à l'article 3, § 1^{er};

2° n'est pas accompagnée des pièces probantes visées à l'article 3, § 1^{er};

3° ne remplit pas les conditions de forme exigées par l'article 3, § 2.

§ 3. Lorsque la demande est incomplète, l'Administration avertit l'héritier ou son intermédiaire, dans les quinze jours ouvrables de la réception de la demande et précise les données ou les documents qui font défaut ou les conditions de forme qui n'ont pas été respectées.

Les données ou documents faisant défaut ou les documents couvrant le vice de forme devront parvenir à l'Administration dans un délai de trente jours ouvrables.

§ 4. Lorsque l'attestation confirme que les conditions requises sont remplies, l'Administration délivre l'attestation en trois exemplaires originaux, datés et signés par le fonctionnaire visé à l'article 2. Les deux premiers originaux sont notifiés à l'héritier ou à son intermédiaire dont l'un est destiné à être joint à la déclaration de succession. Le troisième est envoyé au receveur des droits de succession compétent.

Lorsque l'attestation ne confirme pas que les conditions requises sont remplies, l'Administration ne délivre l'attestation qu'en deux exemplaires originaux. Le premier original est délivré à l'héritier ou à son intermédiaire et le deuxième original est envoyé au receveur des droits de succession compétent.

Art. 5. Le Ministre des Finances fixe le modèle de la demande d'attestation visée à l'article 3 ainsi que le modèle de l'attestation visée à l'article 4.

CHAPITRE III. — *Entrée en vigueur*

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 7. Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200904]

30. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Durchführung von Artikel 55^{quater} des Erbschaftsteuergesetzbuches

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Erbschaftsteuergesetzbuches, Artikel 55^{quater}, § 3, Absatz 4, eingefügt durch das Dekret vom 10. Juli 2013;

Aufgrund des am 29. November 2013 von den zuständigen Verwaltungsstellen des föderalen Ministers für Finanzen abgegebenen technischen Gutachtens, in Anwendung der Bestimmungen von Titel II, Kapitel II des Zusammenarbeitsabkommens vom 7. Dezember 2001 zwischen dem Föderalstaat und den Regionen über den Informationsaustausch im Rahmen der Ausübung ihrer steuerlichen Zuständigkeiten und über die Konzertierungsverfahren hinsichtlich der technischen Durchführbarkeit der von den Regionen an den Regionalsteuern vorgenommenen Änderungen und hinsichtlich der technischen Durchführbarkeit der Einführung allgemeiner Steuersenkungen und -erhöhungen in der geschuldeten Steuer der natürlichen Personen durch die Regionen;

Aufgrund des am 30. Oktober 2013 in Anwendung von Artikel 84, § 1, Absatz 1, 1° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 54.252/2;

Auf Vorschlag des Ministers für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Finanzen gehören;

2° Verwaltung: die operative Generaldirektion Steuerwesen des Öffentlichen Dienstes der Wallonie;

3° Erben: die in Artikel 55^{quater}, § 1, Absatz 1 des Erbschaftssteuergesetzbuches genannten Erben;

4° Vertreter: der durch die Erben bestimmte bevollmächtigte Vertreter, dem die Verwaltung jede Zustellung und Bekanntgabe auf gültige Weise mitteilen kann;

5° Werktage: alle Tage mit Ausnahme der Samstage, Sonntage und gesetzlichen Feiertage, wobei Artikel 53 des Gerichtsgesetzbuches auf den Ablauf der Frist anwendbar ist.

6° Gesetzbuch: das Erbschaftsteuergesetzbuch.

KAPITEL II — Antrag auf Ausstellung einer Bescheinigung - Verfahren

Art. 2 - Der Generaldirektor der Verwaltung oder die von ihm bevollmächtigten Beamten sind befugt:

a) den Antrag auf Ausstellung der in Artikel 55^{quater}, § 2 des Gesetzbuches vorgesehenen Bescheinigung von den Erben in Empfang zu nehmen;

b) die in Artikel 4 genannte Bescheinigung auszustellen.

Art. 3 - § 1. Dem Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung werden folgende Dokumente beigefügt:

1° ein Dokument, das von der Gemeindeverwaltung oder der ähnlichen ausländischen Behörde des Ortes, an dem die außergewöhnliche Gewalttat verübt wurde, ausgestellt wurde, und das die Umstände dieser Gewalttat sowie deren Verbindung mit dem Ableben des Verstorbenen angibt;

2° ein von einem Notar oder dem zuständigen Einnahmer der Erbschaftsteuer ausgestellter Erbschein.

Wenn es für den Erben oder seinen bevollmächtigten Vertreter wegen der besonderen Umstände der außergewöhnlichen Gewalttat unmöglich ist, das in Absatz 1, 1° genannte Dokument zu übermitteln, kann er im Einvernehmen mit der Verwaltung den in Absatz 1 verlangten Nachweis durch ein anderes offizielles Dokument erbringen.

§ 2. Der Antrag auf Ausstellung der Bescheinigung wird von den Erben oder deren Vertreter datiert und unterzeichnet.

Art. 4 - § 1. Wenn die in Artikel 55^{quater} des Gesetzbuches vorgesehenen Bedingungen für die Befreiung erfüllt sind, stellt die Verwaltung die Bescheinigung innerhalb einer Frist aus, die 60 Werktage nicht überschreitet und ab dem Datum des Eingangs des in Artikel 3 erwähnten Antrags berechnet wird.

§ 2. Die in § 1 genannte Frist läuft nur ab dem Datum des Eingangs bei der Verwaltung der fehlenden Angaben, der fehlenden Dokumente, oder der Dokumente, die die verlangten Formbedingungen erfüllen, wenn der Antrag:

1° entweder nicht alle in Artikel 3, § 1 genannten Angaben enthält;

3° oder nicht alle in Artikel 3, § 1 genannten Belege umfasst;

3° oder die in Artikel 3, § 2 genannten Formbedingungen nicht erfüllt.

§ 3. Wenn der Antrag unvollständig ist, teilt die Verwaltung dies dem Erben oder seinem Vertreter innerhalb von fünfzehn Werktagen ab dem Eingang des Antrags mit, und gibt an, welche Angaben oder Dokumente fehlen, oder welche Formbedingungen nicht eingehalten wurden.

Die fehlenden Angaben oder Dokumente oder die Dokumente, die den Formfehler decken, müssen binnen einer Frist von 30 Werktagen bei der Verwaltung eingehen.

§ 4. Wenn in der Bescheinigung bestätigt wird, dass die verlangten Bedingungen erfüllt sind, stellt die Verwaltung die Bescheinigung in drei vom in Artikel 2 genannten Beamten datierten und unterzeichneten Originalausfertigungen aus. Die ersten zwei Originalausfertigungen werden dem Erben oder seinem Vertreter zugesandt; eine davon ist dazu bestimmt, der Erbfallanmeldung beigefügt zu werden. Die dritte Ausfertigung wird an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt.

Wenn in der Bescheinigung nicht bestätigt wird, dass die verlangten Bedingungen erfüllt sind, stellt die Verwaltung die Bescheinigung in nur zwei Originalausfertigungen aus. Die erste Originalausfertigung wird dem Erben oder seinem Vertreter ausgestellt, und die zweite Originalausfertigung wird an den zuständigen Einnahmer der Erbschaftssteuern gesandt.

Art. 5 - Der Minister für Finanzen legt das Muster des in Artikel 3 genannten Antrags auf Ausstellung der Bescheinigung, sowie das Muster der in Artikel 4 genannten Bescheinigung fest.

KAPITEL III — Inkrafttreten

Art. 6 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 7. Der Minister für Finanzen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 30. Januar 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200904]

30 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel 55^{quater} van het Wetboek der successierechten

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek der successierechten, artikel 55^{quater}, vierde lid, ingevoegd bij het decreet van 10 juli 2013;

Gelet op het technische advies gegeven op 29 november 2013, overeenkomstig de bepalingen van Titel II, Hoofdstuk II, van het samenwerkingsakkoord van 7 december 2001 gesloten tussen de Federale Staat en de Gewesten betreffende de uitwisseling van inlichtingen in het kader van de uitoefening van hun fiscale bevoegdheden en de overlegprocedures met betrekking tot de technische uitvoerbaarheid van door de gewesten voorgenomen wijzigingen aan gewestelijke belastingen en de technische uitvoerbaarheid van de invoering door de gewesten van algemene belastingverminderingen of -vermeerderingen van de verschuldigde personenbelasting door de bevoegde administratieve diensten van de federale Minister van Financiën;

Gelet op het advies 54.252/2 van de Raad van State, gegeven op 30 oktober 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, 1° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit moet worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister bevoegd voor Financiën;
- 2° Administratie : het operationeel Directoraat-generaal Fiscaliteit van de Waalse Overheidsdienst;
- 3° erfgenamen : de erfgenamen bedoeld in artikel 55^{quater}, § 1, eerste lid, van het Wetboek der successierechten;
- 4° tussenpersoon : de gevolgmachtigde die door de erfgenamen wordt aangewezen aan wie alle betekeningen en mededelingen rechtsgeldig gericht kunnen worden door de Administratie;
- 5° werkdagen : elke dag, de zaterdagen, de zondagen en de wettelijke feestdagen uitgezonderd waarbij artikel 53 van het Gerechtelijk Wetboek geldt bij het verstrijken van de termijn;
- 6° Wetboek : het Wetboek der successierechten.

HOOFDSTUK II. — *Aanvraag om attest - Procedure***Art. 2.** De directeur-generaal van de Administratie of de door hem aangewezen ambtenaren worden ertoe gemachtigd :

van de erfgenamen de aanvraag te krijgen om afgifte van het attest bepaald bij artikel 55^{quater}, § 2, van het Wetboek;

b) het attest bedoeld bij artikel 4 te verstrekken.

Art. 3. § 1. De aanvraag om afgifte van het attest moet vergezeld gaan van de volgende stukken :

1° een document dat afgegeven wordt door het gemeentebestuur of het buitenlandse bestuur dat overeenstemt met de plaats waar de uitzonderlijke gewelddaad werd gepleegd en dat de omstandigheden alsook de band ervan met het overlijden van de overledene vaststelt;

2° een verklaring van erfrecht afgeleverd door een notaris of door de bevoegde ontvanger der successierechten.

Als de erfgenaam of diens gevolgmachtigde zich in de onmogelijkheid bevindt, wegens de bijzondere omstandigheden van de uitzonderlijke gewelddaad, om het document bedoeld in het eerste lid, 1°, te bezorgen, kan hij, in overeenstemming met de Administratie, het in het eerste lid vereiste bewijsstuk leveren met alle andere officiële stukken.

§ 2. De aanvraag tot aangifte van attest wordt gedagtekend en ondertekend door de erfgenamen of hun tussenpersoon.

Art. 4. § 1. Wanneer de voorwaarden voor de vrijstelling bedoeld in artikel 55^{quater} van het Wetboek vervuld zijn, levert de administratie het attest af binnen een termijn van niet meer dan 60 werkdagen, berekend te rekenen van de datum van ontvangst van de aanvraag bedoeld in artikel 3.

§ 2. Indien de bewijsstukken bedoeld in artikel 2, § 1, niet bij de aangifte gevoegd zijn, begint de in § 1 bedoelde termijn pas te lopen vanaf de datum waarop de administratie de ontbrekende gegevens, stukken of documenten ontvangt die aan de vormvereisten voldoen wanneer de aanvraag hetzij :

- 1° niet alle gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, bevat;
- 2° niet samen met de bewijsstukken bedoeld in artikel 3, § 1, ingediend zijn;
- 3° niet aan de vormvereisten bedoeld in artikel 3, § 2 voldoet.

§ 3. Als de aanvraag onvolledig is, verwittigt de Administratie de erfgenaam of diens tussenpersoon binnen vijftien werkdagen na ontvangst van de aanvraag en vermeldt ze de ontbrekende gegevens of stukken of de vormvereisten die niet nagekomen werden.

De ontbrekende gegevens of stukken met vormfouten zullen aan de Administratie bezorgd worden binnen een termijn van 30 werkdagen.

§ 4. Als het attest bevestigt dat de vereiste voorwaarden vervuld zijn, levert de Administratie het attest af in drie originele exemplaren, gedagtekend en ondertekend door de ambtenaar bedoeld in artikel 2. De eerste twee originelen worden aan de erfgenaam of aan diens tussenpersoon meegedeeld waarvan één bij de aangifte van nalatenschap te voegen is. Het derde origineel wordt aan de bevoegde ontvanger der successierechten toegestuurd.

Als het attest niet bevestigt dat de vereisten voorwaarden vervuld zijn, levert de Administratie het attest slechts in twee originele exemplaren af. Het eerste origineel wordt aan de erfgenaam of aan diens tussenpersoon afgeleverd en het tweede wordt aan de bevoegde ontvanger der successierechten toegestuurd.

Art. 5. De Minister van Financiën bepaalt het model van de aanvraag om attest bedoeld in artikel 3 alsook het model van het attest bedoeld artikel 4.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200905]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'article 104, alinéa 2;

Sur la proposition de la Société wallonne du Logement du 25 novembre 2013;

Sur la proposition du Ministre du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, ci-après intégralement reproduit en annexe, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, est abrogé.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement

CHAPITRE I^{er}. — *Composition du Conseil d'administration*

Article 1^{er}. Le Conseil d'administration désigne, en son sein, un président et un vice-président.

L'élection se fait au scrutin secret.

CHAPITRE II. — *Les réunions du Conseil d'administration*

Art. 2. Séance ordinaire

Le Conseil d'administration se réunit ordinairement, à raison d'une fois par mois, selon un calendrier préétabli et adopté par le Conseil d'administration au plus tard lors de sa séance du mois d'octobre pour les douze mois de l'année civile qui suit.

L'ordre du jour est établi par le président du Conseil d'administration, sur proposition de directeur général.

Les convocations des réunions sont signées par le président du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président ou, par ordre, par le directeur général. Elles contiennent l'ordre du jour de la séance. Chaque point de l'ordre du jour est étayé par un rapport ou une note d'information du directeur général présentant la matière et se terminant, s'il s'agit d'un rapport, par une proposition de décision. L'ensemble de ces documents est adressé au moins cinq jours calendrier avant la date de la séance, par courrier ordinaire, par fax ou par courrier électronique, tant aux membres effectifs qu'aux membres ayant voix consultative.

Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Avec l'accord du président et sur proposition motivée du directeur général (dont l'urgence), des rapports ou notes d'information peuvent faire l'objet d'un envoi ultérieur distinct, voire être déposés sur table pour être délibérés ou communiqués.

Les commissaires du Gouvernement visés à l'article 25 des statuts de la Société peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil d'administration toute question en rapport avec l'accomplissement de leur mission.

En cas d'urgence, des points peuvent être ajoutés en début de séance moyennant l'accord d'au moins deux tiers des membres présents.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance doit en faire la demande par écrit au président, au moins huit jours ouvrables avant la séance.

Art. 3. Séance extraordinaire

En outre, le Conseil d'administration se réunit, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président.

En toute hypothèse, il doit être réuni lorsque trois administrateurs au moins le demandent.